



Bulletin mensuel des observations des expulsions menées par Human Rights Observers à Grande-Synthe, Nord - novembre 2020

Depuis 2017, le projet HRO a pour mission d'observer et de documenter quotidiennement les violations des droits humains des personnes en situation d'exil à la frontière Franco-britannique *.

Chiffres concernant les expulsions quotidiennes des lieux de vie informels



7 expulsions de lieux de vie informels



Au moins 268 tentes saisies



Au moins 8 arrestations lors des expulsions



59 mineur.e.s isolé.e.s rencontré.e.s **

La stratégie politique consistant à éviter les "points de fixation" a conduit à des expulsions de plus en plus fréquentes à Grande-Synthe. Certaines options d'hébergement, avec des bus, sont forcées, ceux qui résistent sont souvent arrêtés par la police aux frontières. Au cours de ces opérations, tous les abris, biens de premières nécessités et affaires personnelles sont alors détruits et/ ou saisis. Ces opérations d'épuisement sont accompagnées de contrôles d'identité souvent abusifs (Cour de cassation, 25 avril 1985, n° de pourvoi 84-92916) et donnent lieu à des arrestations puis placements en rétention administrative alors illégaux. Ces contrôles d'identité et arrestations arbitraires sont quotidiens, même en dehors du contexte des expulsions.

En novembre, les associations ont également assisté à une importante opération de déforestation des bois de Grande-Synthe dans laquelle de nombreux.euses exilé.e.s cherchent refuge.



HRO a observé l'équipe d'expulsion détruire des tentes et des bâches avec des couteaux 4 fois. Le 20 novembre, il a été rapporté à HRO que des vêtements avaient été sortis de sacs et traînés dans la boue.

Harcèlement des défenseurs des droits lors de l'observation



10 tentatives d'intimidation:

Les équipes HRO ont été soumises à 10 contrôles d'identité lors des observations.

* Nos données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

** Le nombre de signalements effectués est au deçà du nombre réel de mineur.e.s isolé.e.s qui étaient en situation de rue et de danger sur le territoire Grand-Synthois au mois de novembre. Sur ce territoire, aucune association non mandatée n'a d'activité spécifique ciblant les MIE, contrairement à Calais, et se trouve en capacité d'effectuer ce travail d'identification précise (Source : Utopia 56)